

Délibération affichée à l'Hôtel de Ville  
et transmise au représentant de l'Etat

le 26 juin 2012

## **CONSEIL DE PARIS**

### **Conseil Général**

#### **Extrait du registre des délibérations**

-----

**Séance du 19 juin 2012**

**2012 DASES 353 G** Subvention et convention avec l'association EMMAÛS Solidarité pour une action d'aide à l'insertion et de mobilisation dans le cadre du jardin solidaire du square Saint-Laurent (10e).

**Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.**

-----

**Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général,**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 3411-1 et suivants ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 263-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération, en date du 5 juin 2012, par lequel M. le Président du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général, lui propose la signature d'une convention avec l'association EMMAÛS Solidarité pour l'attribution d'une subvention de 7.500 euros au titre de l'année 2012 pour une action d'aide à l'insertion et de mobilisation dans le cadre d'un jardin solidaire ;

Sur le rapport présenté par Mme Olga TROSTIANSKY, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : M. le Président du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général, est autorisé à signer une convention annuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association EMMAÛS Solidarité, 32 rue des Bourdonnais (1er), pour son action d'aide à l'insertion et de mobilisation dans le cadre d'un jardin solidaire, pour l'attribution d'une subvention.

Article 2 : Une subvention d'un montant de 7.500 euros est attribuée à l'association EMMAÛS Solidarité (D06318-24921) au titre de 2012 (dossier 2012-05725).

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits départementaux d'insertion au chapitre 017, fonction 561, nature 6574, ligne DF34018, du budget de fonctionnement du Département de Paris de l'exercice 2012 et suivants sous réserve de la décision de financement.